TABLEAU DE MISE EN OEUVRE ET DE SUIVI

N° de la proposition	Proposition	Acteurs concernés	Calendrier prévisionnel	Support
1	Éviter à l'avenir un nouveau « *big bang territorial* », donnant lieu à une modification autoritaire de l'intégralité de la carte intercommunale.	**Gouvernement** **Parlement**	Sans objet	-
2	Faciliter les adaptations, à la marge et en concertation avec les élus locaux, des périmètres des intercommunalités, afin de les faire coïncider avec les bassins de vie et d'emploi. À cet effet, assouplir les conditions de retrait et de scission des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.	**Gouvernement** **Parlement** **Préfets** **Bloc communal**	Avant les élections municipales de 2026	Mesure législative Instruction aux préfets
3	Afin d'associer l'ensemble des communes, notamment les plus petites, à la gouvernance des intercommunalités, renforcer la place de la conférence des maires en lui permettant, par exemple, de voter une motion d'alerte.	**Gouvernement** **Parlement**	Avant les élections municipales de 2026	Mesure législative

N° de la proposition	Proposition	Acteurs concernés	Calendrier prévisionnel	Support
4	Garantir la mise en œuvre effective de l'obligation de communication aux maires du rapport annuel d'activité de l'intercommunalité.	**Intercommunalités**	Sans objet	-
5	Maintenir le mode d'élection actuel des conseillers communautaires.		Sans objet	-
6	Compléter le catalogue des formations éligibles au droit individuel à la formation des élus (Dife) par des formations spécifiques dédiées aux titulaires d'un mandat exécutif communautaire, et notamment à la gouvernance des intercommunalités.	**Gouvernement DGCL**		Répertoire des formations liées à l'exercice du mandat d'élu local
7	Organiser, à chaque début de mandat puis autant que nécessaire, une « journée des maires et des conseillers municipaux », afin de leur présenter l'organisation de l'intercommunalité, les modalités de sa gouvernance et les services pouvant être offerts aux communes membres.	**Intercommunalités**		Bonnes pratiques

N° de la proposition	Proposition	Acteurs concernés	Calendrier prévisionnel	Support
8	À chaque début de mandat, inscrire à l'ordre du jour de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre un débat obligatoire sur l'élaboration d'un projet de territoire.	**Intercommunalités**		Bonnes pratiques
9	Simplifier, pour les maires, l'accès aux services d'ingénierie de l'État en centralisant toutes les formalités en un guichet unique.	**Gouvernement, DGCL** **Préfets**		Instruction aux préfets Organisation administrative
10	Éviter tout nouveau transfert obligatoire de compétences.		Sans objet	-
11	Étendre les possibilités de transfert de compétences « à la carte » à certaines compétences obligatoires.	**Gouvernement** **Parlement**		Mesure législative
12	Permettre, par accord local, de modifier la répartition des compétences.	**Gouvernement** **Parlement**		Mesure législative
13	Simplifier le régime des délégations de compétences.	**Gouvernement** **Parlement**		Mesure législative

N° de la proposition	Proposition	Acteurs concernés	Calendrier prévisionnel	Support
14	Dans le cas d'un transfert de compétence subordonné à la reconnaissance d'un intérêt communautaire, prescrire que ce dernier soit défini par le groupement intercommunal sur la base de critères formalisés et objectifs.	**Gouvernement** **Parlement** **Intercommunalités**		Mesure législative Bonnes pratiques
15	Transformer le rapport sur l'évolution des attributions de compensation en une annexe obligatoire aux documents d'orientation budgétaire de l'intercommunalité.	**Gouvernement, Parlement**		Loi de finances
16	Permettre au conseil communautaire de modifier les montants des attributions de compensation à la majorité qualifiée des deux tiers lorsque l'évaluation de la commission locale d'évaluation des charges transférées (Clect) fait apparaître qu'elles sont manifestement inadaptées.	**Gouvernement, Parlement**		Mesure législative

N° de la proposition	Proposition	Acteurs concernés	Calendrier prévisionnel	Support
17	À chaque début de mandat, prévoir, en plus de l'obligation d'établir un pacte fiscal et financier, un débat obligatoire sur la mise en place d'une dotation de solidarité communautaire (DSC).	**Gouvernement, Parlement**		Mesure législative
18	Faire de la répartition alternative du FPIC par les conseils communautaires, pour le prélèvement comme pour le reversement, un instrument de solidarité au sein des intercommunalités.	**Intercommunalités**		Bonnes pratiques
19	Mobiliser les fonds de concours pour soutenir les investissements communaux qui s'inscrivent dans le projet de territoire de l'intercommunalité.	**Intercommunalités**		Bonnes pratiques
20	Encourager le recours aux mutualisations, et notamment aux services communs, par une meilleure information des élus locaux.	**DGCL Intercommunalités**		Bonnes pratiques